

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

L'ÉTINCELLE

N° 4

Organe de la Fraction française
de la Gauche Communiste

Avril 1945

POUR UN IER MAI DE CLASSE.

OUVRIERS ! Déjà par l'expression de votre mécontentement contre la situation de guerre, de famine et d'exploitation accrue, dans les usines et les assemblées syndicales, vous avez obtenu un premier recul des bonzes syndicaux.

La direction de la CGT qui avait décidé que la journée du 1er mai serait une journée "d'effort de guerre" et qu'on ne chômerait pas devant votre pression, vient de changer d'attitude.

MAIS ATTENTION ! En vrai traître qui essaie "de nous avoir" par tous les moyens, elle veut en faire une journée "républicaine et antifasciste" et nous faire récupérer les heures de travail.

NOUS NE VOULONS PAS DE CELA . Le 1er mai n'est pas une fête "au même titre que des fêtes catholiques" - comme l'écrit "le populaire".

LE 1er MAI EST UN JOUR DE GREVE, UN JOUR DE LUTTE CONTRE LE PATRONAT.

Il faut faire la grève le 1er mai. LA GREVE TOTALE.

IL FAUT REFUSER DE RECUPERER LES HEURES DE TRAVAIL.

Dans chaque usine, dans chaque assemblée syndicale des résolutions doivent être votées dans ce sens

Il faut présenter nos cahiers de revendications, de salaires, de ravitaillement, pour le 1er mai. Nous grouper et manifester devant les mairies et les Services de ravitaillement pour exiger **QU' LA FAMINE CESSE!**

IL FAUT PASSER A L'ACTION!

Le 1er mai JOUR DE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE DE TOUS LES PAYS doit être en même temps une JOURNEE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LE PROLETARIAT ALLEMAND EN REVOLTE CONTRE HITLER ET LA GUERRE.

POUR UN IER MAI ROUGE EN AVANT!

A BAS LA GUERRE IMPERIALISTE !

VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE!

LA SITUATION EN FRANCE

Désastre économique

La situation économique de la France ne s'est guère améliorée depuis l'année dernière. Les transports auxquels on faisait porter toute la responsabilité des difficultés ont été rétablis, mais cela ne s'est pas traduit par une amélioration en ravitaillement et en articles de consommation. Le chômage subsiste, la reprise de la production se limitant à certaines industries travaillant surtout pour la guerre, le marché noir est florissant. La paralysie économique ne trouve pas de solution. La "reconstruction" tant vantée est inexistante.

Il suffit de jeter un simple regard sur la situation d'ensemble pour se rendre compte de l'impossibilité pour la bourgeoisie française de sortir de cet impasse.

Le capitalisme français qui déjà avant la guerre perdait de plus en plus de ces positions sur le marché mondial, dont l'industrie se trouvait en retard sur celle des pays capitalistes avancés comme les USA, l'Angleterre ou l'Allemagne (là se trouve la véritable cause de sa défaite en 1940) a subi au travers de la guerre, un coup dont il ne se relèvera plus.

L'agriculture se trouve dans un état précaire: manque d'engrais, de machines, de main-d'oeuvre, diminution du cheptel, augmentation de la surface des terres en friche. Comme perspective: dès que la fin des opérations militaires en Europe permettrait une reprise même partielle des échanges internationaux, dépréciation de ses produits sur le marché mondial, engorgé par la production agricole meilleur marché de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de l'Australie.

L'industrie manque de machines, de matières premières, de bateaux.

Le programme d'importation par voie maritime établi pour le 1er semestre de 1945 était de 2.575.000 tonnes. A la date du 1er avril les marchandises recues et attendues formaient un total de 171.000 tonnes. A peine le 1/15.

Les possibilités de se procurer des matières premières dépendent exclusivement de la bonne volonté des Alliés - des USA en particulier.

L'Afrique du Nord tombe de plus en plus sous la domination économique des américains, qui sous prétexte des "nécessités de guerre" rafflent la plus grande partie des phosphates, du fer, des minerais, des produits agricoles. La production des autres colonies africaines, de Madagascar, des comptoirs des Indes, des Antilles, va aux mains des anglo-américains.

Aucune illusion ne peut plus subsister sur le sort de l'Indochine française: le refus des américains d'aider les troupes françaises d'Indochine exprime plus clairement que tous les discours leurs intentions impérialistes vis à vis de ces territoires. Washington déclare ouvertement que l'empire japonais doit passer sous son contrôle.

Même en Europe, les prétentions ridicules de De Gaulle réclamant la Rhénanie pour la France, reçoivent un démenti formel avec la reprise du travail dans la Sarre sous le contrôle et pour le profit exclusif des américains.

Perspectives

En Angleterre l'appareil productif s'est encore développé au cours de la guerre. Au Canada il a doublé. Des pays neufs comme le Brésil, l'Australie, les Indes se sont industrialisés. Les U.S.A. annoncent que leur seule production pourrait suffire aux besoins solvables du monde entier.

Avec l'actuel système de production et de consommation capitalistes qui tient seul compte des besoins solvables, au profit, et non des besoins réels des populations affamées, le monde étant devenu trop petit pour absorber la production agricole et industrielle mondiales, il n'y a plus de place pour la France.

Et ce ne sont pas les discours ronflants et patriotards qui y changeront quelque chose.

L'offensive bourgeoise

Mesures économiques : Dans cette impasse la bourgeoisie française se voit contrainte, pour maintenir ses profits, de renforcer l'exploitation économique de la classe ouvrière.

Au mécontentement des travailleurs, s'exprimant depuis quelques mois par une série de grèves partielles. A la perspective d'une généralisation de ces mouvements faisant sauter les chaînes de collaboration et d'anti-fascisme que les patrons traîtres et les bonzes syndicaux avaient serré sur le prolétariat, les capitalistes répondent par une offensive économique tendant à maintenir et à renforcer le taux d'exploitation. Tel est le sens des nouvelles ordonnances sur les salaires et les prix. C'est là l'explication de l'insuffisance de ravitaillement. En effet ; une amélioration du ravitaillement devrait forcément s'accompagner d'une augmentation de la capacité d'achat des masses. Celz ne fait pas l'affaire de nos bourgeois. "Restrictions" tout court signifie en réalité "restrictions sur les salaires". Le marché noir étant le ravitaillement officiel réservé à la bourgeoisie.

Repression politique : Les capitalistes et leur gouvernement ne méconnaissent pas les dangers d'une telle politique - la seule possible pour sauvegarder leurs privilèges. Ils prévoient les explosions de ce mécontentement populaire comprimé depuis des mois.

Pendant que tous les ~~parties~~ partis - des "résistants" aux socialistes et aux staliniens - s'efforcent de retarder le plus possible le déclenchement des grèves, de les saboter et de les dévier sur des voies de garage ; pendant qu'ils essayent de canaliser le mécontentement vers une lutte fantôme contre les "trusts", les vichissois, le 5ème colonne (des gens bien difficiles à retrouver !) vers un nouveau Front Populaire, les vrais responsables, les capitalistes de tout acabit - "résistants" ou collaborateurs - préparent et exécutent déjà leur plan d'oppression politique de répression anti-prolétarienne qui assurera l'application des mesures économiques.

La liberté de la presse est inexistente. Non pas à cause d'une censure qui ne peut s'exercer que contre des journaux défendant la même politique bourgeoise - à quelques nuances près - mais par l'interdiction de toute littérature révolutionnaire, de toute presse prolétarienne.

La liberté d'association consiste en l'interdiction et la répression policière contre les groupements et tendances révolutionnaires. La liberté de parole est en fait la liberté d'approuver ou de se taire. Là encore le parti stalinien est le meilleur défenseur de l'ordre capitaliste, en étouffant par des injures, des calomnies, par la force brutale et par la dénonciation à la presse, à la police, la voix de tout militant révolutionnaire ou simplement de tout ouvrier qui essaye de défendre ses intérêts de classe. Dans les usines, dans les syndicats, les bureaucrates staliniens remplacent avantageusement les "flics" pour ce travail-là. Même à l'intérieur de leur propre parti si un ouvrier tente d'y voir clair, si las de travailler pour "l'effort de guerre" et de ne rien manger il fait la moindre critique, les injures les épithètes de "5ème colonne" pleuvent sur lui, en attendant-s'il ne renonce pas-l'expulsion et la délation.

C'est cette situation là que De Gaulle et sa clique bourgeoise stalinienne veulent encore renforcer: par l'augmentation des forces répressives-police gendarmérie, garde mobile, par l'utilisation de certaines.

unités de l'armée comme "gardes blanches", par la reconstruction des organisations fascistes (en sous-main) des briseurs de grèves.

Même sur le terrain proprement ouvrier, par le rattachement des syndicats à l'Etat, par les nationalisations, au travers des Comités consultatifs d'entreprise des arbitrages forcés, ils prétendent ligoter la classe ouvrière française.

Une seule voie : la voie de classe.

Pour sortir de cette situation de famine et d'exploitation d'oppression capitaliste politique et économique un seul chemin est ouvert au prolétariat français : reprendre sa lutte de classe. Par la grève par l'action revendicative, par l'action politique indépendante des partis et organisations qui ont trahi.

Si nous ne faisons pas cela, si à l'attaque de la bourgeoisie nous ne répondons pas par une contre-offensive générale de lutte de classes nos chaînes deviendront plus lourdes encore et plus difficile à briser. Le temps peut travailler pour nous ou contre nous. Pour nous, si nous réagissons, contre nous si nous restons passifs. Et alors ce serait l'esclavage le plus complet avant de nous jeter dans la nouvelle guerre impérialiste qui menace déjà à l'horizon.

Il faut suivre le chemin que nos frères italiens ont emprunté en 1943, celui que les prolétaires allemands en lutte contre le régime nazi, et la guerre poursuivent aujourd'hui.

Un seul ennemi, un seul front de lutte.

A PROPOS DES ELECTIONS

A la fin du mois pour la première fois depuis la guerre, le capitalisme français va faire une "consultation" populaire pour les élections municipales.

C'est la seule promesse faite par la résistance que le gouvernement est en mesure de satisfaire.

Quelle est donc la signification générale du suffrage universel en régime capitaliste? C'est l'arme démagogique par excellence qui sert la dictature du capitalisme sous une apparence de démocratie. Toute l'histoire a prouvé que le prolétariat ne peut rien obtenir par l'emploi des élections et surtout pas la conquête du pouvoir. Toutes les réformes votées par le Parlement ont toujours été non le produit des parlementaires mais le résultat de la pression directe de l'action du prolétariat que les Parlements, ces conseils de classe de la bourgeoisie ne faisaient qu'enregistrer.

L'attitude des communistes face aux élections doit être de dénoncer le mensonge et la duperie de l'égalité des "citoyens", de dénoncer toute illusion de réforme possible à travers le parlementarisme, d'utiliser la campagne électorale pour l'agitation révolutionnaire et la propagande communiste, d'utiliser la tribune parlementaire contre le régime capitaliste et le parlementarisme lui-même.

L'absence de toute liberté même la liberté classique de la bourgeoisie pour les positions et les partis qui sont en opposition avec la politique actuelle de la bourgeoisie française et de son gouvernement, est une des caractéristiques essentielles de ces élections. Tous les partis qui se présentent sont les partis gouvernementaux. Aucune différence profonde de programme n'existe entre eux.

Le prolétariat n'a aucune possibilité d'exprimer légalement dans

cette consultation une position de classe. Les partis communistes, socialistes et la CGT participent en tant que partie intégrante de l'union sacrée et du gouvernement. Dans ces conditions les élections actuelles ont beaucoup plus un caractère plébiscitaire et unilatéral. La duperie démocratique atteint son paroxysme.

Dans cette consultation soi-disant populaire et démocratique on ne laisse aux masses aucune latitude pour se prononcer même timidement pour ou contre la politique actuelle du gouvernement mais tout simplement de choisir et se prononcer pour un certain nombre de politiciens véreux et corrompus qui appliqueront la politique présente du capitalisme français.

La foire électorale, le droit de vote accordé aux femmes n'ont pas d'autre dessein que justement camoufler le mensonge et le sens plébiscitaire des élections. Ce battage électoral sert et doit servir à détourner et dévier le mécontentement des masses dû à la poursuite de la guerre, et des misères qu'elle engendre.

Le bulletin de vote n'est que la feuille de vigne qui sert à cacher la nudité hideuse de ce régime meurtrier.

Aux femmes ouvrières qui n'ont ni lait ni viande ni beurre pour nourrir leurs enfants le gouvernement offre le "droit de vote" pour calmer leurs ventres affamés.

Le prolétariat français a commencé à manifester dans diverses grèves la volonté d'obtenir et de garantir le minimum nécessaire à sa vie en passant à l'action directe de classe. C'est dans cette voie seule qu'il doit persister. La sinistre comédie des élections ne lui offrent aujourd'hui aucune possibilité de faire entendre sa protestation et de manifester son opposition.

Tous les partis tous les candidats y compris ceux de la CGT représentent la continuation de la boucherie impérialiste.

Participer aux élections c'est plébisciter la politique de massacre et de la misère du prolétariat.

Boycottage des élections, pour la lutte directe des ouvriers, pour les revendications, contre la guerre impérialiste, telle est la seule position de classe au moment présent.

REVOLUTION OU 3ème GUERRE IMPERIALISTE

L'occupation de l'Allemagne se poursuit, méthodique. Une après l'autre les grandes villes, les régions industrielles sont bombardées, détruites et enfin occupées.

La fin des opérations militaires en Europe va dévoiler aux yeux des masses d'exploités, des millions de prolétaires affamés, de soldats de prisonniers, des populations qui ont tant souffert, l'inanité du massacre impérialiste. Elle dévoilera l'impossibilité où se trouve la bourgeoisie pour nous donner des conditions de vie supportables, pour organiser une production de paix et une distribution de marchandises.

La bourgeoisie le sait. Elle sait que son régime de misère et de mort ne peut plus assurer aux travailleurs même ce "minimum vital" qui nous empêcherait tout juste de crever de faim. Elle sait que cette situation provoquera une recrudescence des mouvements prolétariens commencés en 1943 en Italie se poursuivent aujourd'hui en Allemagne en les transformant en une vague révolutionnaire encore plus formidable que celle de 1917-23.

C'est pour cela qu'elle s'est assigné comme tâche de réprimer sauvagement toute manifestation ouvrière, tout mouvement pouvant mettre en danger son régime d'exploitation. Cette tâche comprend en premier lieu la ré-

duction du foyer révolutionnaire qu'une Allemagne ouvrière en révolte contre Hitler et la guerre pourrait représenter.

Les gendarmes Alliés et Russes qui sont déjà intervenus en Italie en Grèce, en Belgique, accomplissent aujourd'hui en Allemagne cette oeuvre de police.

Il n'y a plus maintenant de véritable guerre en Allemagne. L'armée allemande est morcelée démoralisée, les soldats désertent en masse, les officiers abandonnent leur poste. Toute résistance organisée, malgré les appels hystériques de Hitler et le fanatisme de quelques unités de SS a pratiquement cessé pour l'ensemble des unités de la Wehrmacht.

Les opérations militaires sont devenues des opérations de police contre les prolétaires de toutes les nationalités qui se trouvent là-bas.

Il s'agit maintenant pour les capitalistes alliés et russe d'empêcher à tout prix leur révolte, leur organisation pour la lutte anti-capitaliste. Il faut empêcher que, comme en 1918, des conseils d'ouvriers et de soldats se constituent, il faut empêcher l'expropriation des industriels et hobereaux par les masses bernées et opprimées pendant 13 années de dictature nazi.

La bourgeoisie allemande, les grands industriels, les magnats financiers les Von Papen, les Krupp, les Stinnes, se jettent dans les bras de leurs sauveurs alliés qui viennent remplacer l'Etat nazi croulant, par une administration militaire de "fer". Von Papen serait déjà en route pour les USA pour y conférencier avec ses collègues américains. Von Paulus et sa clique de généraux s'accrochent à la capote de Staline gardien de L'ordre bourgeois.

Cependant depuis le 1er avril 750.000 soldats allemands ont été faits prisonniers et parqués dans des camps. Ces soldats qui vont rejoindre les millions d'autres déjà prisonniers, sont presque tous des travailleurs.

Ce sont aussi des travailleurs les millions de prisonniers français italiens, russes, serbes, polonais, que le commandement allié fait enfermer de nouveau dans des camps en Allemagne même pour "empêcher les désordres".

En France déjà, des dizaines de milliers d'ouvriers et des soldats italiens prisonniers sont employés aux "travaux forcés" et vendus à des patrons qui les font travailler pour des salaires de 15 frs par jour.

Tel est le sort que la bourgeoisie internationale entend faire subir au prolétariat allemand.

Par la répression féroce des mouvements de révolte, par les déportations massives de prolétaires et leur emploi comme des esclaves elle entend mater, écraser dans l'oeuf la révolution prolétarienne en Europe.

"Le prolétariat allemand d'abord, celui des autres pays ensuite" voilà le vrai sujet, le programme réel gardé "secret" de la Conférence des Trois brigands à Yalta.

Aux quelques nouvelles sur des grèves, des mutineries, des manifestations, dans l'Allemagne nazie, que la presse alliée nous connaît voici quelques semaines, a succédé le silence le plus absolu dans la même presse.

Que se passe-t-il en Allemagne ?

A Munich où il y a un mois la grève était générale, où les combats de rues se déroulaient entre nazis police et ouvriers et soldats, à Berlin les travailleurs manifestaient contre Hitler et la guerre, à Kiel à Hambourg ou les marins se mutinaient ?

Que se passe-t-il dans les zones occupées où les millions d'ouvriers de tous les pays se retrouvent ? Dans les mines de la Sarre où le travail repris dans les camps, dans les villes détruites ?

C'est dans le silence que les crimes s'accomplissent.

C'est derrière un mur de haine d'abord de haine et de silence ensui-

te que la bourgeoisie, que les généraux et les hommes d'Etat sont en train d'accomplir leur forfait.

La lutte que tous les prolétaires d'Europe attendent et qui doit représenter la fin de nos misères, de la faim des turries présentes et futures, la classe ouvrière d'Allemagne l'a commencée dans les conditions les plus difficiles.

Sous une dictature fasciste, sous les raids massifs des aviations alliées, embrigadée dans sa majorité dans l'armée, entourée de l'hostilité et de l'incompréhension des ouvriers des autres pays, elle s'est levée contre ses propres oppresseurs.

Si cette lutte est écrasée la main de fer des capitalistes s'abattra avec plus de force sur nous, ouvriers des autres pays, pour nous enchaîner et nous encaserner en vue de la 6ème guerre qu'ils préparent déjà.

Le capitalisme ne peut plus vivre dans la paix. Toute "paix" aujourd'hui ne sera qu'un répit très court avant la prochaine conflagration impérialiste. Déjà dès maintenant les rivalités se font jour. Déjà leurs conférences sont agitées par mille oppositions irréductibles; pétrole, colonies, zones d'influences, marchés.

Dans le Proche Orient une lutte pour le contrôle des puits de pétrole oppose les USA à l'Angleterre et à la Russie.

Dans le Bosphore c'est le contrôle des détroits qui fait partie du plan impérialiste russe vis à vis de l'Europe centrale et orientale. Ce plan l'oppose aussi en Pologne en Roumanie, Tchécoslovaquie et prochainement en Allemagne aux puissances "démocratiques".

Dans le Pacifique, en Asie, les USA visent à la domination militaire et économique totale.

Partout, en Chine dans les Indes, en Amérique du Sud, les rivalités impérialistes sont de plus en plus exacerbées entre les "alliés" d'aujourd'hui. L'industrialisation des pays comme le Canada, l'Argentine, le Brésil, les Indes, en créant de nouveaux concurrents, vient réduire les possibilités d'expansion des grandes puissances. Une explosion serait inévitable.

Seul le renversement total du régime capitaliste et l'instauration du Pouvoir ouvrier peut en empêcher l'éclatement.

REVOLUTION OU GUERRE, il n'y a pas d'autre issue.

Aider les ouvriers d'Allemagne c'est nous aider nous-mêmes.

N'écoutez plus les traîtres qui nous dressent les uns contre les autres.

N'écoutez plus ceux qui nous poussent à "l'effort de guerre" pour fabriquer des canons et des tanks pour la "prochaine".

Notre propre ennemi est en France: ce sont les bourgeois qui nous payent des salaires de misère, ce sont les ministres qui nous affament et les valets de tous les partis qui les soutiennent.

Sauvons la révolution allemande en luttant contre notre propre bourgeoisie.

Il est encore temps.

SITUATION EN ALLEMAGNE

Depuis 15 jours la presse française fait un silence de mort sur ce qui se passe en Allemagne.

Et pour cause. - Des événements en Allemagne acquièrent une gravité révolutionnaire exceptionnelle.

Les quelques nouvelles que nous reproduisons plus loin viennent de la presse des pays neutres, scandinaves, et Suisse. Les journaux et agences de presse qui n'ont évidemment aucun intérêt à exagérer et à souligner le caractère révolutionnaire prolétarien des mouvements de classe en Allemagne font part que "des bandes armées de déserteurs de l'armée allemande et des travailleurs étrangers parcourent les provinces se livrant au pillage et à la destruction"

Ce que cette presse capitaliste appelle "pillage et destruction" n'est évidemment rien d'autre que la lutte des masses se refusant à poursuivre la guerre et se tournant vers l'intérieur, contre leur propre bourgeoisie et son Etat.

Retenant ainsi le témoignage qu'apporte cette presse de la participation aux cotés des prolétaires allemands des larges masses de travailleurs étrangers, qui, dit-elle se replient au fur et à mesure de l'avance des alliés (les armées de la contre-révolution capitaliste) pour échapper aux bienfaits de la soi-disant "libération russo-anglo-américaine". Il s'agit des masses de prisonniers de guerre russes et français.

Le Daily Herald met en garde contre ces "bandes" qui "aujourd'hui sont des centaines de mille et seront demain des millions".

"L'Express" au 20 avril relate qu'à Stuttgart la population en révolte a destitué toutes les autorités locales et que la ville est dirigée par les "conseils populaires" (?) Cela plusieurs jours avant l'occupation de Stuttgart par les armées franco-américaines.

"L'express" (journal du soir (Neuchâtel) Suisse Samedi 21 avril.

"La révolution gronde à Munich et à Berlin.

Stockholm 20/4: Le "Stockholm Tidningen" publie une information privée disant que de graves troubles auraient éclaté à Munich devant lesquels la Gestapo est impuissante. Une foule de dizaines de milliers de personnes avec des crucifix et des images parcourait la ville exigeant la paix. Des masses circulent silencieusement criant parfois "Nous voulons la paix".

Toutes les troupes de police et la Gestapo ont été retirées et les armes à feu ne doivent pas être employées tant que des pillages ne sont pas commis. Beaucoup de soldats se joindraient à la foule, des tracts circulent et l'atmosphère serait extrêmement tendue. La révolution pourrait éclater n'importe quand. Les ordonnances du parti sont complètement négligées.

A Berlin également des émeutes auraient éclaté. A Wedding Newkoelln et dans d'autres faubourgs d'innombrables drapeaux rouges auraient surgi. Dès que les détachements de SS surviennent ils sont attaqués à coups de feu de tous les côtés. Les blindés circuleraient dans les rues. Ils seraient en position et des événements d'une grande importance sont attendus."

Dernières nouvelles. Les Russes détruisent Berlin et anéantissent sa population par des bombardements d'artillerie et d'aviation. Ils occupent ensuite les quartiers en ruine. Profitant de la résistance de quelques SS ils massacrent le prolétariat berlinois, depuis quelques jours en révolte contre Hitler. La manoeuvre capitaliste continue.

=====

PROLETAIRES DEBOUT!

"Tandis que l'armée russe progresse maison par maison vers le centre de Berlin, une véritable bataille rangée se déroule derrière les lignes allemandes. Des milliers d'hommes, Volksturm et travailleurs étrangers, armés de mitrailleuses et de fusils, mettent en déroute les SS qu'ils prennent à revers". ("Ce Soir" 26/4/45)

"Un appel lancé par le "Comité populaire" (?) de Berlin à la population de la capitale pour l'insurrection est diffusé par tract dans tous les quartiers". (Paris-presse 26/4/45.)

PROLETAIRES ALLEMANDS ET ETRANGERS FRATERNISENT ET LUTTENT COUDE A COUDE CONTRE LA GUERRE ET L'OPPRESSION CAPITALISTE. LES MENSONGES "ANTI-BOCHES" DES CAPITALISTES ET LEURS AGENTS STALINIENS SONT DEMENTIS PAR L'INSURRECTION OUVRIERE.

VIVE LA FRATERNISATION PROLETARIENNE!

A BAS LES BOURREAUX "ALLIES", NAZIS, ET "RUSSO-STALINIENS"!

LA DISSOLUTION DES J.C.

Le parti communiste français vient de dissoudre les jeunesses communistes. La dissolution des J.C. ne signifie nullement la dissolution d'une organisation prolétarienne car depuis longtemps elle avait cessé d'être une organisation de la jeunesse révolutionnaire prolétarienne, une école du communisme.

Rien de son programme initial ni du but pour lequel elles avaient été fondées ne subsistaient depuis longtemps.

A la suite de la mort de la 3ème Internationale et du passage des partis communistes nationaux dans le camp de leur propre bourgeoisie et au service de l'impérialisme russe, les J.C. sont devenus de simples agences de propagande et d'exécution du P.C.F., au sein de la jeunesse ouvrière.

Rompant avec la tradition glorieuse de la lutte antimilitariste et contre la guerre impérialiste, les J.C. étaient devenues bien longtemps avant la guerre de 1939, les partisans les plus acharnés et les plus enthousiastes de la défense nationale et de l'armée républicaine.

Leur dissolution et leur transformation en un mouvement de jeunesse républicain n'a donc rien de surprenant et ne fait que liquider un enveloppe ancienne depuis longtemps vidée de son contenu.

Ce qui est particulièrement significatif dans cette dissolution c'est que les staliniens peuvent de moins en moins supporter et s'accorder avec les formes, les couleurs et les termes qui ont servi et contenu une idéologie de classe.

"L'Internationale" était depuis longtemps remplacée par la "Marseillaise", le drapeau rouge par le chiffon tricolore, la "Jeune garde" par le "chant du départ", et aujourd'hui le nom de J.C. par celui des Jeunesses républicaines.

Les choses, les hommes, les partis, tout reprend sa place. Tant mieux c'est autant de gagné pour le prolétariat qui pourra ainsi mieux s'y reconnaître.

Un autre fait significatif c'est l'analogie qui existe entre la naissance et la mort officielle des Jeunesses communistes.

C'est au lendemain de la guerre de 1914-18 que la majorité des jeunesses socialistes, s'opposant violemment au massacre impérialiste et à la trahison du parti socialiste de la IIIème internationale, a formé les Jeunesses communistes proclamant leur volonté de lutte pour la révolution mondiale.

C'est en 1945 après 6 ans de la nouvelle guerre impérialiste au moment où s'ouvre la perspective d'un nouvel assaut du prolétariat, pour la révolution mondiale qu'elle est dissoute.

Nombreux sont les jeunes ouvriers membres des J.C. qui ne manqueront pas d'être stupéfaits de constater ce fait et d'en chercher la signification.

C'est au sein des Jeunesses ouvrières que l'ultra-stalinisme des staliniens heurte le plus leurs aspirations et provoque un mécontentement grandissant.

Ce sont les jeunes ouvriers qui après avoir sué dans les usines pour la reconstruction nationale sont appelés à verser leur sang et à offrir leur jeune vie pour sauver le régime capitaliste.

Craignant de voir la manifestation de mécontentement des jeunes ouvriers se développer au sein d'une organisation qui par son origine pouvait lui rappeler les positions de classe, le parti stalinien, pour étouffer toute velléité de cette tendance, a estimé nécessaire de recourir à la dissolution des J.C. organisation dont le contenu de classe prolétarienne est mort depuis longtemps, est aujourd'hui définitivement et officiellement liquidé.

Les jeunes ouvriers révolutionnaires ont à reprendre la tâche de reconstruire leur organisation de classe. Cette tâche, ils l'accompliront en participant aux mouvements révolutionnaires du prolétariat français et international.

LA POLITIQUE COLLABORATIONNISTE DE LA DIRECTION DE LA CGT
ET L'OPPOSITION OUVRIERE.

Nous assistons en ce moment à un "revirement" de la politique suivie par la direction de la CGT. Il est nécessaire d'examiner à quoi cette "opposition" au gouvernement que manifestent aujourd'hui nos bureaucrates syndicaux est due.

Le 44: la direction cégétiste parachevait sa politique de collaboration avec le capitalisme en participant au CNR (Saillant secrétaire de la CGT est président du CNR) en proclamant sa volonté de s'intégrer, et la classe ouvrière avec elle, à l'"effort de guerre". Son intégration fut caractérisée par sa participation à la Conférence syndicale de Londres qui définit très bien le but poursuivi par les centrales syndicales des différents pays participants.

Dans cette Conférence, on ne vit pas exprimer la situation désastreuse de la classe ouvrière, on ne formula aucune revendication pour améliorer cette situation, on ne condamna pas le régime capitaliste responsable de cette situation et de la guerre qui l'a engendrée.

.....

Chaque centrale syndicale prenant à son compte les intérêts particuliers de son propre capitalisme, on y discuta du meilleur moyen de hater la victoire des impérialismes "alliés" au meilleur moyen de maintenir les ouvriers dans la guerre, dans "l'antifascisme" et la défense des "libertés démocratiques", ces duperies au nom desquelles on camoufle le caractère capitaliste des Etats alliés, au nom desquelles on a jeté des millions de prolétaires dans la boucherie.

De même que cette Conférence était une reproduction des conférences des brigands impérialistes, de Ténérif, Yalta etc. ; la politique de la CGT est une reproduction exacte de la politique du capitalisme français.

Il suffit d'ailleurs de lire l'article de A. Gazier dans le "Peuple" du 14 avril pour s'en convaincre. Il écrit à propos de cette Conférence de Londres "La participation des organisations syndicales à la guerre, les conduit à prendre en main la défense des causes nationales". C'est à dire à prendre en main la cause du capitalisme national.

Où sont les revendications des ouvriers dans tout cela ? La direction cégétiste reclama et soutint les différentes mesures démagogiques prises par le gouvernement bourgeois, ne formulant que de légères critiques de détail : "comités d'entreprise", "nationalisations".

Elle ne dénonça pas la duperie de ces comités d'entreprise où "les ouvriers ont" voix consultative, elle ne dit pas qu'il est impossible pour les travailleurs de gérer les entreprises tant qu'il subsiste le régime capitaliste, car la gérance des entreprises par les ouvriers signifie la suppression des bénéfices du patronat qu'il soit particulier ou d'Etat. Elle ne dit pas que les "nationalisations" sont tout simplement le remplacement du patron par l'Etat capitaliste, que l'exploitation des ouvriers n'en continue pas moins, que les vraies nationalisations, ~~seront~~ la propriété collective des moyens de production servant à la classe ouvrière, ne sera possible qu'après avoir abattu le régime capitaliste. Les bonzes syndicaux ne soufflèrent pas un mot au sujet des mesures fiscales prises par le gouvernement. Ces mesures fiscales qui sont une augmentation formidable au coût de la vie, taxant, quoi qu'en pense Monsieur Pleven, des marchandises aussi indispensables que les vêtements, marchandises que l'on ne pouvait obtenir déjà, qu'à des prix astronomiques. Le Comité National Confédéral confirma cette politique de collaboration avec la classe dominante en tirant tout simplement un trait sur le 1er mai, déclarant qu'il marquerait l'action des ouvriers en faveur de l'effort de guerre. Mais nos bonzes avaient compté sans la classe ouvrière.

Le mécontentement ouvrier devant les conditions de vie de plus en plus dures imposées par le capitalisme, devant la faillite des promesses faites par les "libérateurs", devant la continuation du massacre, se cristallisera contre cette position "de travail pour l'effort de guerre le 1er mai". La première grande opposition ouvrière à la direction se manifeste dans de nombreux syndicats. A l'union des métaux, où 4 délégués s'opposent au rapport de Monmousseau, réclamant au nom des ouvriers de leurs entreprises (Caudron; Synthex) le chômage du 1er mai. Dans les assurances sociales ou les employés présenteront la plateforme de revendications et s'opposeront au travail. Au syndicat de l'enseignement, chez Citroën, on réclame le chômage du 1er mai. De nombreux ouvriers dégoûtés par la politique collaborationniste des bureaucrates au lieu de se lier à la lutte menée par certains syndicats contre la direction, abandonnent et refusent d'adhérer au syndicat, qui malgré la honteuse trahison de la direction, reste l'organisme unitaire de la classe ouvrière, organisme de regroupement pour la lutte contre le patronat.

Devant ce mécontentement la direction fait un pas en arrière.

Elle manifeste une opposition à la politique de "réajustement" des salaires, du gouvernement, elle s'exprime contre la majoration du prix du pain, "toutes ces mesures" dit-elle, étant prises pendant que l'épuration n'est pas faite, alors qu'aucune des réformes économiques indispensables n'est réalisée".

La direction esquisse déjà la manoeuvre avec laquelle ils vont tenter de dévier l'opposition des ouvriers. Cette manoeuvre, maintenant classique chez elle, qui consiste à faire croire aux travailleurs que la "5ème colonne" ce mythe, que les "vichyssois" ces fantômes, sont responsables de l'augmentation du coût de la vie du maintien des salaires de famine, alors que seul le capitalisme qu'il ait à sa tête un Pétain ou un De Gaulle, en est responsable, cette manoeuvre qui consiste à faire croire que des réformes de structure du régime sont possibles, qu'avec elles la vie des travailleurs serait améliorée, alors que toutes ces "réformes" ne sont que des trouvailles démagogiques qui ne suppriment pas les exploitateurs mais ne font simplement que les changer.

La direction a poursuivi son recul en déclarant que le 1er mai serait chômé, que "la fête du travail serait célébrée au même titre que les fêtes religieuses", qu'elle serait l'occasion, "de manifestations républicaines et antifascistes". Devant la menace de la grève générale le 1er mai, les bonzes à l'instigation de Pétain, font de cette journée une fête, un jour de liesse comme Noël Paqués. Le 1er mai, journée de lutte de classe du prolétariat où les ouvriers manifestaient leur haine contre le patronat, contre le capitalisme qui les exploitait, deviendra cette année une pantomime carnavalesque où les travailleurs sont invités à marquer une fois de plus leur adhésion au massacre, leur adhésion avec la collaboration avec le régime bourgeois qui leur impose, ces mesures fiscales, ces salaires de famine, la vie qui augmente de jour en jour.

Mais les ouvriers qui ont déjà marqué leur rupture avec la politique de la direction cégétiste et leur rupture avec la politique du gouvernement bourgeois, doivent déjouer la manoeuvre de la direction traître, Le prolétariat de ce pays a à manifester sa volonté de reprendre la lutte de classe. Il a déjà marqué une rupture avec la guerre impérialiste qui quoique inconsciente n'en est pas moins symptomatique en refusant de travailler le 1er mai pour l'effort de guerre, il doit continuer en faisant de ce jour une journée de lutte contre le patronat pour ses revendications à lui. Cette lutte ne doit pas rester le combat d'un jour isolé, mais marquer le début de la lutte que les travailleurs engagent contre leurs exploitateurs.

Face au programme de collaboration de classe la direction cégétiste, face à "l'antifascisme", à la lutte pour la "démocratie" républicaine, qui comme le fascisme n'est que la forme de domination, d'exploitation capitaliste, les prolétaires doivent opposer leurs revendications de classe.

1° AUGMENTATION DES SALAIRES qui donnent aux travailleurs un pouvoir d'achat suffisant pour vivre face aux prix exorbitants ~~aux~~ des denrées de consommation qu'on ne trouve qu'au marché noir.

2° BAISSE DU COÛT DE LA VIE car l'augmentation des salaires ne signifie rien si on maintient ou on augmente les prix en vigueur. Contre l'augmentation des transports publics, du gaz et de l'électricité.

3° CONTRE L'AUGMENTATION DES LOYERS

4° POUR QUE L'AUGMENTATION DES TAXES D'ASSURANCES SOCIALES SOIENT SUPPORTEES UNIQUEMENT PAR LES PATRONS

5° AUGMENTATION DES RATIONS ALIMENTAIRES POUR TOUS LES TRAVAILLEURS.

Ces revendications, les prolétaires ne pourront les imposer que par la GREVE en manifestant. Ces revendications il faut à chaque instant les imposer à l'usine dans les réunions syndicales, à la direction cégétiste. Les ouvriers par leur comité d'usine obligeront la direction de la CGT à l'action car c'est seulement dans l'action qu'elle démasquera complètement son rôle anti-prolétarien en freinant les luttes ouvrières et alors le prolétariat passant par dessus ce cadavre puant pourra mener réellement sa lutte contre le patronat, contre le régime capitaliste.

La CGT marque un tournant à gauche qui s'est déjà fait jour avant le Comité Confédéral National, sur la pression des ouvriers (grève du Nord du Labeur, du Cinéma, des dockers, manifestations à Lyon et à Nantes). Le caractère démagogique de ce "tournant" a déjà été démontré par sa première attitude "travail pour l'effort de guerre le 1er mai.

Avec la pression ouvrière de plus en plus grandissante elle est obligée d'accentuer son "opposition" en revenant sur sa décision. Mais ce n'est là que la continuation de sa démagogie car elle a besoin d'un soutien ouvrier pour les élections municipales ou elle présente son programme qui malgré tous les "tournants" possibles et imaginables est l'expression de sa politique réelle: aucun parti, aucune organisation ne pouvant présenter un programme aux élections s'il n'est pas celui de SOUTIEN DE LA GUERRE IMPERIALISTE, SOUTIEN DU GOUVERNEMENT BOURGEOIS, DU CAPITALISME.

S O U S C R I P T I O N

Camarades, pour continuer à paraître, il nous faut de l'aide.
 Souscrivez auprès du camarade qui vous remettra ce journal.

V.....	15.--	PC.....	40.--
SN.....	500.--	GC.....	100.--
Pat.....	50.--	PT.....	50.--
Al.....	50.--	JT.....	50;--
Pic.....	50.--		
Ch.....	100.--	TOTAL.....	240.--
M.....	25.--		
Cl.....	100.--	IM.....	100.--
F.....	40.--	V.....	20.--
Tom.....	25.--	Bt.....	40.--
Th.....	25.--		
MA.....	150.--		
			160.--
TOTAL.....	1130X--		